

Les dirigeants catalans préfèrent La Mecque à Madrid



Carles Puigdemont

Aujourd'hui le gouvernement espagnol souhaiterait des élections en Catalogne sous contrôle international.

Nous le suggérons dans notre article, Riposte Laïque du 2 octobre : *« Il me semble donc qu'il aurait été judicieux que le gouvernement légal de la République espagnole laisse se dérouler normalement ce référendum afin qu'une grande partie des Catalans puisse s'exprimer librement et le résultat pourrait surprendre les « indépendantistes. » »*

Le président de la région Catalogne, Carles Puigdemont, est un irresponsable qui détient entre ses mains une bombe dont il ne connaît pas le fonctionnement exact et dont il ignore les dégâts qu'elle peut produire.

Il veut l'indépendance de la province Catalogne, qu'il n'obtiendra pas, et il en est conscient, mais ce qu'il peut obtenir, contre sa volonté on peut le supposer, c'est une mini guerre civile et c'est là justement l'un des objectifs de l'extrême gauche (Podemos) qui gouverne actuellement Barcelone.

Nous avons encore en mémoire les attentats meurtriers du mois d'août en Catalogne, qui ont fait 14 morts et des dizaines de

blessés.

Toute l'Espagne était catalane, l'Europe était catalane.

Mais nous avons également en mémoire les réactions incompréhensibles d'une partie de la population organisant une manifestation de soutien à l'Islam, religion de paix, selon elle !

Nous avons en mémoire « Les mossos », police régionale catalane, s'opposant fermement à une manifestation contre l'immigration clandestine qui frappe, et frappera, de plus en plus la péninsule ibérique située à quelques kilomètres du Maghreb.

Nous avons surtout en mémoire le sourire cynique, ou amusé, de la maire Podemos de Barcelone, Ada Colau, semblant se moquer de la présence et des paroles d'hommage aux victimes prononcées par le roi d'Espagne, Philippe VI, et son épouse.

La porte est ouverte aujourd'hui à toutes les violences en Catalogne, et même au terrorisme, par un président de province irresponsable dont l'objectif est de mettre à genoux le gouvernement légitime de l'Espagne.

Il voulait un « clash » et il l'a obtenu.

Il voulait obliger le gouvernement légitime à une négociation et il ne l'obtiendra pas.

L'Espagne ne peut pas accepter l'indépendance de l'une de ses provinces, même si elle est confrontée au terrorisme, comme ce le fut durant des décennies avec l'ETA basque.

Si Carles Puigdemont ose déclarer demain l'indépendance de la Catalogne il trouvera face à lui l'armée espagnole et le peuple d'Espagne, y compris une large majorité de Catalans qui n'a pu ni s'exprimer, ni se mobiliser, ni manifester contre une parodie de référendum ou seuls les partisans de l'indépendance ont pu se prononcer.

La Catalogne, et c'est fâcheux de le constater, est la région d'Espagne la moins sécurisée : sur ses parkings d'autoroute on se fait voler comme au coin du bois, comme au Moyen Âge, au point même de se trouver devant l'obligation de prévenir les touristes par des panneaux (pour les espagnols ce n'est pas nécessaire ils sont, eux, parfaitement au courant).

Barcelone se vante de son multiculturalisme et de sa richesse (pas de ses dettes !), la présence musulmane y est largement tolérée, pour ne pas dire souhaitée, elle s'impose, elle impose ses mœurs et ses coutumes, hélas aussi ses terroristes !

L'islam y a élu domicile grâce à l'extrême gauche et à Podemos, qui a besoin de ses voix.

Les provinces espagnoles ont une autonomie de gestion plus favorable encore que les « Länder » allemands. C'est cette large autonomie qu'a obtenu la province basque et que pouvait légitimement réclamer la Catalogne.

Carles Puigdemont et ses complices ont voulu obtenir plus mais ils n'obtiendront rien par la force, et ils le savent.

C'est cela qui est gravissime car ce ne sont pas les intérêts de la Catalogne qu'ils défendent mais leurs propres carrières, leurs propres ambitions.

Manuel Lopez